

En Corée du Sud, les « no kids zones » fleurissent dans les cafés et les restaurants

De plus en plus d'établissements refusent l'entrée aux enfants. Un phénomène qui s'inscrit dans un mouvement plus large de stigmatisation de différentes catégories de population.

Par [Philippe Mesmer](#) (Séoul, envoyé spécial)

Publié le 19 février 2024 à 03h00, modifié le 20 février 2024 à 09h55



Un panneau « No Kids Zone », installé devant un café à Gimpo (Corée du Sud), le 19 juillet 2023. JUNG YEON-JE / AFP

Si la société sud-coréenne souffre d'une natalité en berne, ce n'est pas un hasard : la simple présence des enfants la fatigue. Pour preuve, les nombreuses enseignes qui refusent leur entrée aux plus jeunes. « *Au début, nous avions des sièges pour bébé, mais il y a eu trop de problèmes. Les plus petits criaient, jetaient la nourriture, refusaient de la manger. Leur comportement pouvait gêner les autres. Or nos prix sont assez élevés et les clients attendent un service à la hauteur* », explique Iyo Iyo (un nom d'emprunt), la représentante d'un restaurant de sushis plutôt chic du cœur de la capitale. Comme des centaines d'autres, l'établissement n'accepte pas les enfants. La mention « *no kids zone* » apparaît même sur son menu.

Cette tendance va croissant en Corée du Sud, où l'Institut de recherche de Jeju a recensé 542 « no kids zones ». Une [carte créée par des internautes sur Google](#) en recense 459. Le phénomène inquiète dans un pays où la démographie décline et où les zones interdites concernent de plus en plus de catégories de la population. Min-ah Lee, sociologue de l'université Chung-Ang de Séoul, y voit « *une tendance croissante à l'exclusion entre les groupes, et un refus grandissant de comprendre l'autre* ».

Problèmes de responsabilité légale

Les premières zones sans enfants datent du début des années 2010 et seraient avant tout liées à des problèmes de responsabilité légale. Un incident dans un restaurant est d'abord imputé au propriétaire. En 2013, le tribunal de Pusan a condamné un restaurateur à verser 41 millions de wons (28 700 euros) à une famille. Un serveur avait accidentellement renversé de l'eau bouillante sur un enfant de 10 ans qui l'avait percuté alors qu'il courait vers une salle de jeu aménagée dans l'établissement. Entre 2018 et 2023, 2 943 accidents liés à la sécurité des enfants se sont produits dans des hôtels et des restaurants, selon l'Agence coréenne de la consommation. A chaque fois, les gérants ont été condamnés.

Selon une enquête publiée en décembre 2023 par le ministère de la santé, 68 % des propriétaires de cafés et restaurants justifient le choix de refuser les enfants par le « *fardeau excessif de la responsabilité* ». La raison passe bien avant les autres, comme un menu non approprié pour les enfants – trop épicé par exemple –, un manque de place ou la crainte de chahut perturbant les autres clients.

La question suscite de vifs débats, car la Corée du Sud vit un déclin démographique accéléré, avec un taux de fécondité à 0,72 enfant par femme en 2023 (1,68 en France). « *Les enfants sont naturellement immatures et apprennent les bonnes manières au contact des autres. Les “no kids zones” reflètent la culture d'une société qui ostracise les enfants et leur famille* », déplore Yong Hye-in, élue du Parti pour un revenu minimum, petite formation progressiste.

« *Des personnes ivres ont été bruyantes et grossières, mais nous n'avons jamais entendu parler de “zones interdites aux adultes” dans les pubs* », ironise Yang Sung-hee, chroniqueuse du quotidien conservateur *JoongAng Daily*, qui voit dans ces interdictions une discrimination qui dépasse la simple liberté du propriétaire d'un établissement. En 2017, la Commission nationale des droits humains a jugé discriminatoires les « no kids zones ».

Interdit aux étudiants, aux plus de 60 ans...

Difficile pourtant d'aller à leur rencontre : selon une enquête de mai 2023 de l'institut Embrain, 61,9 % des Coréens jugent acceptables ces zones sans enfants. Parmi les couples mariés avec des enfants, la part est à 53,6 %. Preuve de la sensibilité du sujet, la très touristique province insulaire de Jeju (sud-ouest) a voulu interdire ces zones. Critiquée, elle a simplement recommandé d'en « *limiter* » le développement.

Plusieurs municipalités, dont Séoul, ont répliqué en lançant un programme « kids OK zone ». Dans la capitale, 578 établissements y ont souscrit et ont reçu 300 000 wons (210 euros), un autocollant de certification et des conseils pour adapter les menus. Toutefois ces mesures ne suscitent pas un enthousiasme débordant car, remarque le responsable du projet dans l'arrondissement de Jungnang-gu de Séoul, « *les enfants génèrent moins de bénéfices que les adultes, et la subvention est limitée* ».

Confrontés au dilemme entre responsabilité et discrimination, certains restaurants recourent à l'expression « no bad parents zone » (« zone interdite aux mauvais parents ») plutôt que « no kids zone ». L'idée est d'amener les parents à veiller à ce que leurs enfants se comportent correctement.

L'autre problème est que le phénomène des « no kids zones » s'inscrit dans un mouvement plus large de stigmatisation de multiples catégories de population. Un café de Pusan a fermé ses portes aux étudiants après qu'un groupe d'entre eux a, selon le patron, « *fumé, craché par terre, manqué de respect et insulté le personnel* ». D'autres lieux interdisent les *ca-gong-jok*, ces « tribus d'étudiants envahisseurs de cafés », qui achètent une boisson pas chère et passent la journée à travailler.

Il y a aussi ceux qui bannissent les youtubeurs venant tourner des vidéos dans leurs locaux, parfois sans demander l'autorisation ou exigeant un repas gratuit au motif qu'ils font de la publicité pour l'établissement. Un café de Séoul a interdit l'entrée aux plus de 60 ans, arguant que certains clients âgés avaient manqué de respect à la gérante. Pas de quoi améliorer la compréhension de l'autre et les échanges entre générations.

[Philippe Mesmer\(Séoul, envoyé spécial\)](#)